

INTERNATIONAL

etranger.union@sonapresse.com

France : le pape dénonce l'indifférence à l'endroit des migrants lors de sa visite à Marseille

Josiane MBANG NGUEMA (source AFP)
Libreville/Gabon

Le pape François a dénoncé hier les "trafics odieux et le fanatisme de l'indifférence" face au sort des migrants naufragés en Méditerranée qui "doivent être secourus", au premier jour de sa visite à Marseille, dans le sud-est de la France.

"Nous ne pouvons plus assister aux tragédies des naufrages provoqués par des trafics odieux et le fanatisme de l'indifférence. Les personnes qui risquent de se noyer, lorsqu'elles sont abandonnées sur les flots, doivent être secourues. C'est un devoir d'humanité, c'est un devoir de civilisation", a insisté le pape, qui dénonce régulièrement depuis son élection il y a dix ans le sort réservé aux migrants. "Nous sommes à un carrefour : d'un côté la fraternité, (...) de l'autre l'indifférence, qui ensan-

glante la Méditerranée. Nous sommes à un carrefour de civilisations", a lancé le chef de l'Eglise catholique, dénonçant "la paralysie de la peur", lors d'une cérémonie interreligieuse devant un mémorial des marins et migrants perdus en mer, au pied de l'emblématique basilique Notre-Dame de la Garde qui domine la deuxième ville de France.

"Croyants, nous devons (...) être exemplaires dans l'accueil mutuel et fraternel", a plaidé François, entouré de représentants d'autres religions avec lesquels il a observé un temps de silence.

"Devant un tel drame, les mots ne servent à rien, mais des actes", a expliqué le souverain pontife, regrettant une nouvelle fois que la Méditerranée soit devenue "un immense cimetière" où "est ensevelie la dignité humaine" : "Mais avant cela, il faut de l'humanité", a-t-il ajouté.



Le pape François dénonçant « le fanatisme de l'indifférence » face au sort des migrants.

En accueillant le pape, le cardinal archevêque de Marseille Jean-Marc Aveline a dénoncé de son côté "le crime" que constitue le fait d'empêcher des ONG de porter secours aux migrants en mer. Après lui, le pape a également salué le

travail des humanitaires. Le voyage de François à Marseille intervient alors qu'une nouvelle vague d'arrivées sur l'île italienne de Lampedusa a poussé l'Union européenne à adopter un plan d'urgence pour aider Rome à gérer

les flux migratoires en provenance d'Afrique du Nord. Mais la France "n'accueillera pas de migrants" venus de Lampedusa, avait affirmé mardi le ministre de l'Intérieur français Gérald Darmanin.

Centrafrique : l'ex-président Bozizé en exil condamné à la perpétuité pour "rébellion"

JMN (source AFP)
Libreville/Gabon

L'EX-PRÉSIDENT de la Centrafrique François Bozizé, aujourd'hui à la tête de la principale coalition rebelle, a été condamné aux travaux forcés à perpétuité à Bangui notamment pour "complot" et "rébellion", six mois après être passé en exil du Tchad à la Guinée-Bissau.

M. Bozizé, qui s'était emparé du pouvoir en 2003 par un coup d'Etat avant d'être renversé 10 ans plus tard par des rebelles, a été condamné jeudi à cette peine par contumace comme deux de ses fils et vingt autres co-accusés, dont des chefs rebelles importants. Ils ont tous été condamnés aussi pour "atteinte à la sûreté intérieure de l'Etat" et "assassinats", selon le jugement lu par Joachim Pessire, Premier président de la Cour d'appel de Bangui qui juge en première instance pour les affaires criminelles. Le jugement ne précise ni les crimes ni la période concernés.



Accusé de rébellion, l'ex président François Bozize en exil a été condamné aux travaux forcés.

M. Bozizé, 76 ans, réfugié au Tchad jusqu'en mars 2023, date à laquelle il s'est exilé en Guinée-Bissau, est le coordinateur de la Coalition des patriotes pour le changement (CPC), la principale coalition rebelle centrafricaine formée en décembre 2020 et qui poursuit une guérilla dans le Nord du pays.

Ali Darassa, chef militaire en fuite de l'Unité pour la Paix en Centrafrique (UPC), principale compo-

sante de la CPC, figure parmi les condamnés.

La guerre civile déchire la Centrafrique, pays parmi les plus pauvres du monde, depuis 2013 lorsqu'une coalition de groupes armés dominés par les musulmans, la Séléka, a renversé M. Bozizé, lequel a ensuite organisé et armé des milices dites anti-balakas, majoritairement chrétiennes et animistes, pour tenter de reprendre le pouvoir.

Mali : Goita promet de rétablir un contrôle entier du territoire

JMN (source AFP)
Libreville/Gabon

Le chef de la junte malienne, le colonel Assimi Goïta, a assuré hier que l'Etat reprendrait le contrôle de tous les territoires qui lui échappent, en marge de célébrations de l'indépendance réduites à des cérémonies officielles dans un contexte de regain des tensions. La junte qui a pris le pouvoir par la force en 2020 a décidé d'annuler les manifestations festives prévues pour le 63ème anniversaire de l'indépendance. La junte qui a pris le pouvoir par la force en 2020 a décidé d'annuler les manifestations festives prévues pour le 63ème anniversaire de l'indépendance. A Bamako, les célébrations se sont limitées à un dépôt de gerbe par le colonel Goïta au monument de l'indépendance, et à un défilé militaire.



Le chef de la junte malienne lors de la fête de l'indépendance l'an dernier.

Le Mali, confronté depuis 2012 à la propagation jihadiste et à une profonde crise sécuritaire, humanitaire et politique, marquait cet anniversaire alors que le nord connaît une reprise des hostilités par les groupes séparatistes et une intensification des activités jihadistes. Les régions de Tombouctou et Gao ont été depuis août le théâtre d'une succession d'attaques contre les positions de l'armée malienne et contre les civils. L'armée et les groupes armés se disputent le contrôle du territoire au moment où la mission de l'ONU (Minusma), poussée vers la sortie par la junte, se retire.